

Document 1

Article 2

1. Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence exclusive dans un domaine déterminé, seule l'Union peut légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants, les États membres ne pouvant le faire par eux-mêmes que s'ils sont habilités par l'Union, ou pour mettre en œuvre les actes de l'Union.
2. Lorsque les traités attribuent à l'Union une compétence partagée avec les États membres dans un domaine déterminé, l'Union et les États membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine. Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne. Les États membres exercent à nouveau leur compétence dans la mesure où l'Union a décidé de cesser d'exercer la sienne.
3. Les États membres coordonnent leurs politiques économiques et de l'emploi selon les modalités prévues par le présent traité, pour la définition desquelles l'Union dispose d'une compétence. [...]
5. Dans certains domaines et dans les conditions prévues par les traités, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres, sans pour autant remplacer leur compétence dans ces domaines. [...]

Article 3

1. L'Union dispose d'une compétence exclusive dans les domaines suivants :
 - a. l'union douanière ;
 - b. l'établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur ;
 - c. la politique monétaire pour les États membres dont la monnaie est l'euro ;
 - d. la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche;
 - e. la politique commerciale commune.[...]

Article 4

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les États membres lorsque les traités lui attribuent une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 3 et 6.
2. Les compétences partagées entre l'Union et les États membres s'appliquent aux principaux domaines suivants:
 - a. le marché intérieur;
 - b. la politique sociale, pour les aspects définis dans le présent traité;
 - c. la cohésion économique, sociale et territoriale;
 - d. l'agriculture et la pêche, à l'exclusion de la conservation des ressources biologiques de la mer;
 - e. l'environnement;
 - f. la protection des consommateurs;
 - g. les transports;
 - h. les réseaux transeuropéens;
 - i. l'énergie;
 - j. l'espace de liberté, de sécurité et de justice;
 - k. les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique, pour les aspects définis dans le présent traité. [...]

Article 6

L'Union dispose d'une compétence pour mener des actions pour appuyer, coordonner ou compléter l'action des États membres. Les domaines de ces actions sont, dans leur finalité européenne:

- a. la protection et l'amélioration de la santé humaine;
- b. l'industrie;
- c. la culture;
- d. le tourisme;
- e. l'éducation, la formation professionnelle, la jeunesse et le sport;
- f. la protection civile;
- g. la coopération administrative.

Version consolidée du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, Journal officiel de l'Union européenne, 30/03/2010

Document 2

Le 5 mars dernier, le commissaire européen à la fiscalité, Algirdas Semeta, a publiquement indiqué que les pays européens « *doivent s'abstenir de négocier, initier, signer ou ratifier des accords avec la Suisse, ou n'importe quel autre État tiers, sur des sujets faisant déjà l'objet d'une régulation au niveau européen* ». Le commissaire vise explicitement l'Allemagne et le Royaume-Uni qui ont signé un accord fiscal avec la Suisse permettant aux banquiers helvètes de conserver l'anonymat de leurs clients en échange d'un prélèvement à la source sur les revenus des avoirs dissimulés. Ce qui entre en contradiction avec la directive épargne, en vigueur depuis 2005, qui pousse à la mise en place d'un échange automatique d'informations qui porterait un coup important au secret bancaire suisse. Une prise de position bienvenue.

Alternatives économiques n° 312, avril 2012 ■